



PIOCHE!

DU CHAMP À L'ASSIETTE

FAIRE LIEUX

NOUVEAUX RECITS

À L'AVENTURE

GRANDS ENTRETIENS

Pioche! > Du champ à l'assiette > À Montpellier, on expérimente une « Caisse alimentaire commune » pour aider chacun·e à mieux s'alimenter

À Montpellier, on expérimente une « Caisse alimentaire commune » pour aider chacun·e à mieux s'alimenter

par [Baptiste Thomasset](#) — 1 février 2023





Ce week-end à Montpellier, le collectif Territoires à Vivres inaugurerait sa Caisse alimentaire commune. Sur le principe de la sécurité sociale, l'expérimentation alloue une somme fixe à tous·tes les participant·es pour leur permettre l'accès à une alimentation saine et durable. L'occasion d'ouvrir le débat sur les politiques de l'alimentation en France.

Des ateliers participatifs, des projections de courts métrages et un concert du rappeur sétois Petitcopek... Le collectif Territoires à Vivre a sorti le grand jeu, samedi 28 janvier, pour inaugurer sa Caisse alimentaire commune à Montpellier. Près de 500 personnes ont participé aux événements organisés autour des thématiques de l'alimentation durable et de la démocratie alimentaire.

Le projet de Caisse alimentaire commune est né d'une collaboration inédite entre des associations du territoire Montpellierain, des chercheur·euses engagé·es, la Mairie et la Métropole de Montpellier. Au total, ce sont 25 organisations qui ont œuvré pendant près de

deux ans pour faire naître cette expérimentation. Parmi elles, on retrouve notamment l'association VRAC & Cocinas, le réseau paysan CIVAM et le Secours catholique Caritas.

100 euros par mois dédiés à une alimentation saine et durable

Le principe est simple. Les 350 citoyen·nes participant à la Caisse recevront chaque mois 100€ sous la forme d'une monnaie locale spécifique. Cette somme pourra être utilisée dans des réseaux de distribution conventionnés, pour des produits alimentaires locaux et issus de l'agriculture paysanne.

« C'est une petite révolution par rapport à l'aide alimentaire classique »

»

Cette expérimentation d'un an propose une réponse inédite à la précarité alimentaire qui touche le territoire. En effet, près de 93 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté dans la métropole de Montpellier (source : INSEE). Pour les initiateur·ices du projet, le système de Caisse alimentaire commune est une manière d'assurer aux participant·es l'accès à une alimentation saine et durable.

« C'est une petite révolution par rapport à l'aide alimentaire classique » se félicite Marie Massart, adjointe à la mairie de Montpellier en charge de la politique alimentaire. « Ce projet concerne moins de personnes mais il propose un suivi qualitatif, avec l'ambition que les participants puissent changer de comportements alimentaires, et avoir accès à des produits sains et de qualité. »

La Caisse est d'abord alimentée par les cotisations des habitants. Différents niveaux de participation existent, ajustés en fonction des situations sociales, allant de 10 euros par mois à plus de 100 euros. Des fonds publics ou privés contribuent aussi au budget collectif. La Mairie de Montpellier s'est engagée dans le projet à hauteur de 15 000 €.



Crédit : Julien Revenu pour Territoires à Vivres



Un système de conventionnement démocratique

La Caisse alimentaire commune s'appuie enfin sur le principe de « démocratie alimentaire ». Son fonctionnement est géré par un comité citoyen, composé de 47 membres dont plus de la moitié sont en situation de précarité. Le comité fixe les critères d'accès au dispositif et les niveaux de cotisation. Il choisit aussi les critères de conventionnement pour déterminer les lieux de distribution dans lesquels les participants peuvent dépenser leurs 100 euros.

[À lire aussi : À Strasbourg, des légumes bio distribués gratuitement aux femmes enceintes](#)

En contournant les circuits de grande distribution, le dispositif a pour ambition d'offrir des débouchés fiables à l'agriculture paysanne, et des revenus réguliers aux agriculteurs. Les critères de conventionnement fixés par le comité citoyen favorisent les produits issus de l'agriculture locale et/ou biologique.

L'initiative s'inspire ainsi de la proposition de sécurité sociale de l'alimentation portée au niveau national par un [réseau d'associations](#) et de chercheurs militants. En expérimentant la Caisse alimentaire commune, l'objectif est aussi d'alimenter les débats sur une nouvelle approche des politiques de l'alimentation.

« On aimerait bien que ça fonctionne pour pouvoir demander sa généralisation, et le transformer en sécurité sociale de l'alimentation »

« On est dans une expérimentation, on aimerait bien que ça fonctionne pour pouvoir demander sa généralisation, et le transformer en sécurité sociale de l'alimentation, à l'image de la sécurité sociale de la santé » explique Marie Massart. *« On discute aussi avec les municipalités de Lyon, Grenoble ou Bordeaux. Tout le monde est très attentif à ce projet, et motivé pour le mettre en place, on va faire des petits ! ».*

Retrouvez plus d'informations sur le site de [Territoires à vivres](#).

Tags : [Agriculture](#) [Alimentation](#) [Bio](#) [Collectivités territoriales](#) [Consommation](#)

Sur le même sujet

En Haute-Savoie, un petit village se chauffe grâce aux eaux du lac Léman

